



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2868
21 juillet 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

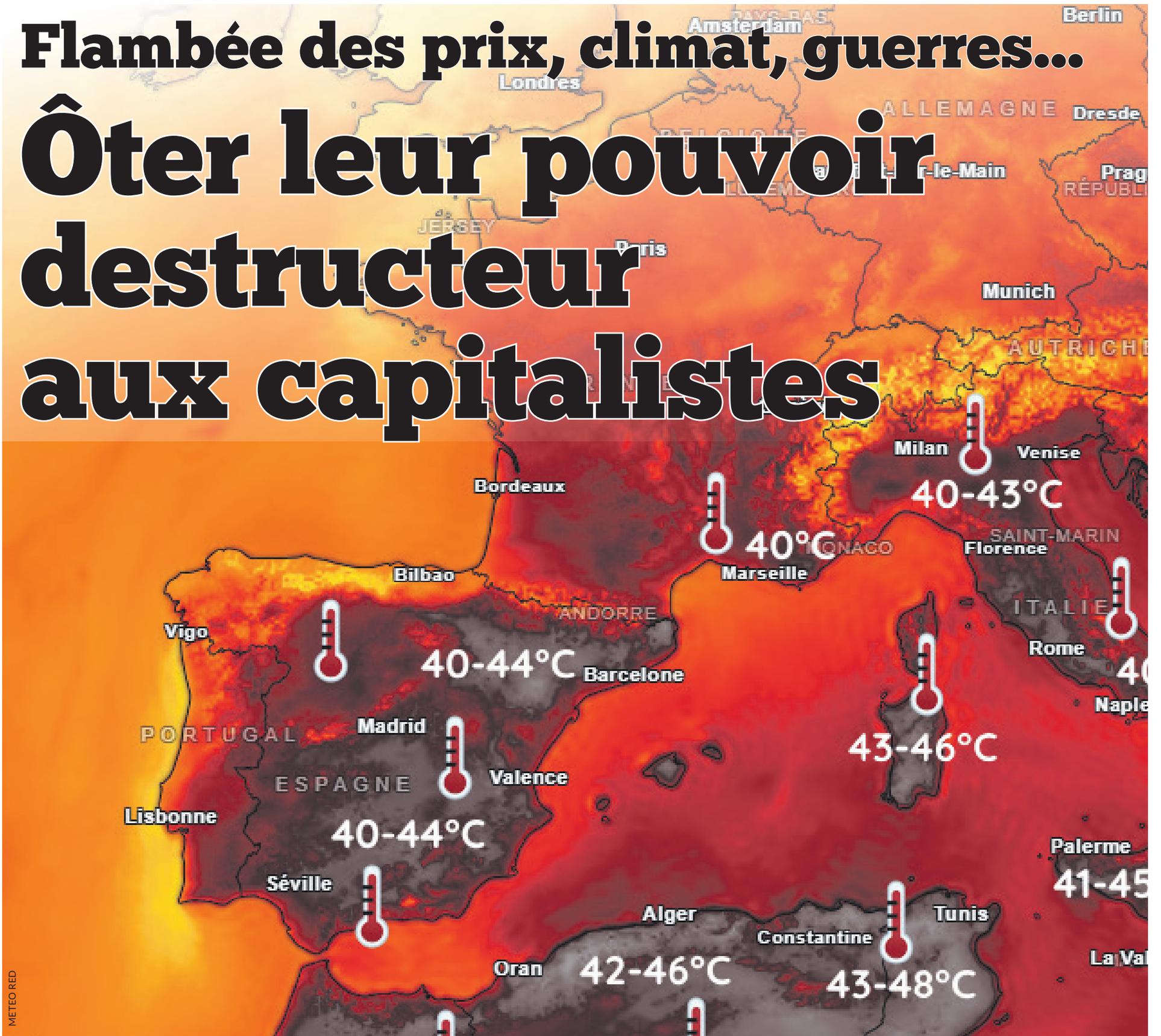
LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Flambée des prix, climat, guerres...

Ôter leur pouvoir destructeur aux capitalistes



Électricité

La population racketée

page 8

Hôpitaux

Soignants et patients trinquent

page 9

UE-Tunisie

Accord avec le sang des migrants

page 7

Leur société

- Les 100 jours de Macron : rien de nouveau sous le soleil 3
- Canicule : trop chaud pour travailler 3
- Budget 2024 : ceinture pour les travailleurs 3
- Modi en France : Macron agent commercial de Dassault 4
- 14-Juillet : la Françafrique défile 4
- Loi d'urgence : des démolisseurs pas pressés de reconstruire 5
- Le Blanc-Mesnil : démagogie sans complexe 5
- Canicule : les piscines à sec 5
- Vacances d'été : pas pour tous 5
- Réchauffement climatique : une organisation sociale dans l'impasse 12
- Mayotte : pénurie d'eau, poison social 12

Dans le monde

- Ukraine-Russie : une affaire de blé 6
- "Très, très difficile contre-offensive" 6
- Cachons ce qui ferait mauvais genre 6
- UE-Tunisie : un accord signé avec le sang des migrants 7
- Migrants : les gouvernements européens contre les humanitaires 7
- Commission européenne : le lobby du capital 7
- Électricité : d'une hausse à l'autre 8
- Livret A : un cadeau pour les banques 8
- Combrexelle : les présidents changent, l'appareil d'État reste 8

Nos lecteurs écrivent

- Non à l'embrigadement de la jeunesse ! 8

Dans les entreprises

- Hôpital Pitié-Salpêtrière Paris : crise en Cardiologie 9
- Hôpital Croix-Rousse - Lyon : des méthodes de managers 9
- SNCF : toujours plus cher 9
- Stellantis - Mulhouse : une exploitation toujours plus dure 10
- Stellantis - Douvrin : fermeture et promesses bidon 10
- Tavares et Le Maire son serviteur 10
- Limagrain - Ennezat : il faut du blé pour les salaires 11
- Lauak - Hasparren : justice patronale 11

Caravanes

- Lutte ouvrière à votre rencontre 12

Ôter leur pouvoir destructeur aux capitalistes

La parenthèse estivale ne peut faire oublier une situation qui se détraque à grande vitesse. Que l'on ait pu ou non partir en vacances, l'inflation et la vie chère nous rattrapent partout. La chaleur nous étouffe, et ce n'est là qu'un aspect catastrophique du réchauffement climatique. En Ukraine, la guerre et son cortège de destructions continuent.

Comme un miroir grossissant, cette période de vacances souligne bien des reculs. La chaleur de l'été rend les conditions de travail plus dures et fait ressortir l'exiguïté des logements et l'entassement dans les quartiers populaires. À cela s'ajoutent les services utiles à la population fermés ou en sous-régime. C'est particulièrement dramatique pour les hôpitaux, plongés dans des situations impossibles.

Rien de tout cela n'est nouveau. Le recul de nos conditions de vie est insidieux et progressif. Il n'y a pas d'images spectaculaires de ce qui est détruit. Il n'y a pas eu de tirs de mortiers d'artifice, pas d'incendies comme lors des émeutes. Les hôpitaux ne sont pas brûlés : ils sont vidés de leurs soignants ! Les logements manquants ne sont pas incendiés : ils ne sont pas construits ! Il n'y a pas de pillage visible et médiatisé, et pourtant la société est mise en coupe réglée. Tout cela se fait dans « l'ordre », c'est-à-dire dans l'ordre de l'exploitation qu'aiment tant la droite et l'extrême droite.

Le grand patronat s'enrichit comme jamais sur le dos des travailleurs en attaquant les conditions de travail, en maintenant les salaires au plancher et en intimidant tous ceux qui osent protester. Et comme si cela ne suffisait pas, il nous rackette au travers de l'inflation, car c'est lui qui décide d'augmenter les prix pour faire grimper ses marges.

Par mille et un subterfuges, les capitalistes, plus ou moins couverts par la loi, s'arrangent pour soustraire des milliards aux impôts. Là, les politiciens qui se veulent à la pointe du combat contre la délinquance ne crient pas « Au voleur ! » Tout cela, alors même que le grand patronat pompe déjà allègrement dans les caisses publiques au travers des subventions et autres ponts d'or.

Ces milliards, qui devraient servir à toute la population et permettre aux classes populaires de vivre mieux, sont accaparés par la grande bourgeoisie. Cette année, Bernard Arnault, en haut du palmarès, a perçu 2,84 milliards de dividendes, soit cinq smic par minute. De l'autre côté, certains travailleurs ne peuvent plus s'acheter ne serait-ce que des fruits et des légumes. L'écart entre les deux est le résultat de ce vol légalisé.

Retraites, droits sociaux, hôpitaux et écoles publiques, environnement... les maîtres de la société, la classe capitaliste et ses

politiciens aux ordres, sont en train de tout sacrifier pour servir les intérêts d'une infime minorité de capitalistes. Ces destructions-là sont sans commune mesure avec celles provoquées par les émeutes de quelques milliers de jeunes révoltés contre les violences policières.

Mais pas un gouvernement ne fera le compte des dégâts engendrés par la gestion capitaliste, car tous les politiciens qui se bousculent au portillon sont les défenseurs de cet ordre bourgeois, de la propriété privée et de la loi du profit.

C'est vrai de Macron, qui nous en fait la démonstration tous les jours et qui l'a montré le 14 juillet quand, sans complexe, il a reçu à bras ouverts Modi, l'autocrate indien, tournant le dos aux droits de l'homme en échange de la vente de quelques Rafale. Ou quand il a décoré Pouyanné, PDG de TotalEnergies, grand promoteur de l'industrie pétrolière et des gaz à effets de serre.

C'était aussi vrai de la gauche quand on l'a vue au pouvoir. Et nul besoin que le Rassemblement national et Le Pen soient au gouvernement pour comprendre qu'en ciblant la jeunesse et l'immigration, ils font diversion et cachent la responsabilité des capitalistes. Il est évident qu'au pouvoir ils seraient, comme les autres, complices de leurs vols, de leur pillage et de leurs crimes contre les travailleurs, la société et l'environnement.

La ligne de conduite de ces capitalistes, ceux-là mêmes qui font la pluie et le beau temps, peut se résumer ainsi : « J'accumule des fortunes, et après moi le déluge. » Il paraît que certains d'entre eux se payent maintenant des bunkers capables de résister à une bombe nucléaire, un tsunami ou une épidémie. Sauver leur peau, après avoir œuvré à la destruction des hommes et de la planète en les exploitant jusqu'à leurs limites : voilà à quoi pensent ceux qui prétendent nous diriger !

Ces gens-là sont des dangers publics qu'il faut empêcher de nuire. Et c'est possible, si les travailleurs retrouvent la conscience de ce qu'ils sont : les seuls capables de faire fonctionner la société. Les seuls à pouvoir la diriger pour qu'elle ne soit pas guidée par la soif de profits, la spéculation et la concurrence qui mènent la société à l'autodestruction.



Incendie à Saronida, au sud d'Athènes, le 17 juillet.

Les 100 jours de Macron : rien de nouveau sous le soleil

Pour en finir avec les mobilisations de travailleurs contre sa loi sur les retraites, Macron avait promis 100 jours d'apaisement. Résultat, l'apaisement s'est transformé en embrasement et il n'y a aucune amélioration pour les classes populaires.

Ce scénario mis en scène par les communicants de l'Élysée était si mauvais et prévisible que même le remaniement ministériel, prévu pour clore ces 100 jours, est devenu un non-événement.

Politicien au service de la bourgeoisie, Macron est contraint par sa feuille de route : il doit poursuivre coûte que coûte les attaques contre les travailleurs, sur les retraites, le chômage, la santé... Et en même temps il doit multiplier les cadeaux aux entreprises tandis que les impôts des plus riches et

des entreprises doivent diminuer. Successivement, le Covid, la guerre en Ukraine, le dérèglement climatique, tout a servi de prétexte pour favoriser les capitalistes et détériorer encore la situation du monde du travail.

Il y a moins de soignants, moins d'enseignants, moins de travailleurs à Pôle emploi ou dans les administrations utiles à la population qu'avant. Et enfin les patrons ont trouvé le soutien de Macron et de ses ministres pour voler les travailleurs avec l'inflation et bloquer les salaires.

Cette politique ne peut que dresser contre lui des couches de plus en plus larges de la population. Faute d'une majorité, il est contraint de manœuvrer ou de passer en force. Son gouvernement fait donner ses flics contre les grévistes ou contre les manifestants. Il interdit régulièrement des manifestations. C'est encore cette faiblesse politique qui le pousse à attiser toutes les divisions entre les travailleurs, à désigner des boucs émissaires, à lancer ses ministres sur le terrain du racisme, de la peur de l'intégrisme ou des attentats. Tout cela fait partie de l'arsenal qui cherche à écraser l'opinion ouvrière.

Un autre serviteur de la bourgeoisie succédera à



SIPA-PATRICK-SICOU

Macron à l'Élysée sans que les attaques connaissent le moindre répit. Pour y mettre un coup d'arrêt, les travailleurs devront mettre fin à la domination de leurs

exploiteurs. Cela ne se fera pas en cent jours ou en quatre ans : ce sont les mobilisations des travailleurs qui fixeront les échéances.

Marion Ajar

Canicule : trop chaud pour travailler

Alors que la canicule s'est abattue une fois de plus sur l'Europe, avec ses effets spectaculaires ou dramatiques, des millions de travailleurs sont contraints de continuer à travailler coûte que coûte.

La majorité des usines sont des fours, avec des ateliers confinés et mal ventilés. Et quand ils sont climatisés, c'est parce que la production l'exige, les machines ou la matière première ne supportant pas la chaleur. Travailler dans une fonderie, une cabine de peinture ou une boulangerie industrielle, suivre des cadences infernales sur une ligne de montage ou soulever des charges lourdes tout en portant des équipements de sécurité lourds et encombrants devient une véritable torture quand la température atteint les 40°C. Dans le BTP, les chantiers, quasiment toujours exposés à la chaleur ou à la poussière, ne sont pas interrompus pendant les épisodes de canicule.

Cette exposition à la chaleur tue. Elle tue directement – quelques dizaines de décès sont répertoriés chaque année – et elle tue à petit feu, en créant ou en aggravant des maladies cardiaques ou respiratoires. Dans ces conditions, les bons conseils des médias pour se protéger d'un coup de chaud, du type « Buvez ! Hydratez-vous ! » ou

« Recherchez les zones de fraîcheur ! », qui échauffent déjà les oreilles quand on les entend coincé dans un logement surchauffé, deviennent cyniques et insupportables quand on subit huit heures à l'usine ou sur un chantier.

Le Code du travail indique bien que les locaux doivent avoir une « température adaptée à l'organisme humain », mais sans imposer de norme contraignante. Si l'Assurance-maladie ou l'Institut national pour la santé au travail considèrent qu'il est dangereux de travailler au-delà de 33°C, aucune limite maximale de température n'est fixée. La seule obligation

de l'employeur pour limiter les risques est de fournir de l'eau fraîche en quantité suffisante et de renouveler l'air des locaux, ce qui est loin d'être respecté dans toutes les entreprises. Si les horaires de travail sur les chantiers sont parfois modifiés en période de canicule, si des pauses supplémentaires sont accordées dans les ateliers les plus durs, c'est le plus souvent après que les travailleurs l'ont imposé.

En période de canicule comme tout le reste de l'année, la production et l'avancée des chantiers, c'est-à-dire l'accumulation des profits, passent avant la vie des travailleurs. Pour imposer des conditions de travail correctes et ne mettant pas leur santé en danger, ces derniers ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Xavier Lachau



MAXPPP

Budget 2024 : ceinture pour les travailleurs

Selon les premiers documents concernant le budget de l'État de 2024, le gouvernement prévoit de faire plus de quatre milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques par rapport à 2023.

Le ministre délégué au Budget Gabriel Attal l'a justifié en expliquant que le « désendettement est une urgence nationale ». Depuis la crise du Covid, avec le « quoi qu'il en coûte », l'État a en effet dépensé sans compter pour les grandes entreprises, ce qui a entraîné l'explosion de la dette, qui représente environ 110 % de l'ensemble des richesses produites sur une année en France. L'agence de notation Standard & Poor's et, derrière elle, les marchés financiers, à qui cela a bien profité, exigent à présent sa réduction.

Mais quand Gabriel Attal annonce qu'« il va falloir faire des efforts », il ne pense évidemment pas aux profits des grandes entreprises, qui vont continuer à être arrosées de milliards de subventions supplémentaires sous prétexte de planification écologique. Ce

n'est pas non plus l'armée qui sera mise à la diète, bien au contraire, le budget militaire est en forte hausse.

Le gouvernement a décidé de tailler dans les dépenses publiques dont la population a bénéficié, comme le prétendu bouclier tarifaire sur le prix de l'énergie. Le gouvernement a aussi l'intention de réduire les dépenses sociales, notamment à destination des chômeurs, ainsi que les dépenses de santé. Les ministres évoquent explicitement l'objectif de faire baisser le nombre d'arrêts maladie. Pour eux, la vie des travailleurs ne représente rien !

S'il n'est pas encore fixé précisément, le budget que le gouvernement concocte comportera de nombreuses attaques brutales contre les travailleurs et les classes populaires.

Jérémy Coelho

Modi en France : **Macron** agent commercial de **Dassault**

Invité d'honneur du défilé du 14-Juillet, le Premier ministre de l'Inde Norendra Modi a annoncé son intention d'acheter 26 avions Rafale, pour les porte-avions indiens. Ils s'ajouteront aux 36 autres que le pays avait achetés en 2015, sous l'ère Hollande.

Le groupe Naval, quant à lui, profitera de la commande de trois sous-marins. Le groupe Dassault, qui produit les Rafale et les vend 172 millions pièces, n'a pas retenu son enthousiasme. Le journal *Le Figaro*, qu'il possède, a vanté « ce fleuron des forces françaises » qui aurait « démontré toutes ses capacités à répondre aux besoins de la marine indienne ».

Pour faciliter les négociations, pas encore finalisées, Macron n'a pas hésité à décorer Modi de la grand-croix de la Légion d'honneur. C'est une breloque à 5 milliards ! Personne dans les allées du pouvoir n'a eu le mauvais goût de s'appesantir sur les violations répétées des droits des minorités ethniques et religieuses en Inde, victimes de véritables pogroms. Ainsi, dans l'État du Manipur dirigé par le BJP, le parti nationaliste hindou de Modi, des massacres récents ont fait plus d'une centaine de morts. Il faut dire que l'armée française, que Modi est venu admirer, n'est pas en reste, en matière d'exactions,

par rapport aux pires milices d'extrême droite sévissant en Inde. Ce n'est pas pour rien qu'elle a dû quitter le Burkina Faso à la suite du Mali, vomie par la population.

Ces relations mondaines et commerciales entre criminels, ce qu'on appelle la diplomatie, permettent

aux présidents de la République successifs de servir d'agents commerciaux pour les grands capitalistes de l'armement, Dassault, Thalès et les autres. Mais au-delà, en renforçant sa coopération militaire avec l'Inde, la puissance de seconde zone qu'est la France se renforce dans la région dite « indo-pacifique ». Elle se place ainsi face à la Chine, la puissance montante concurrente que les impérialistes occidentaux



transforment en ennemie. Derrière les ventes d'armes à un pays lointain,

il y a la préparation d'une guerre généralisée.

Julien Bisson

14-Juillet : la Françafrique défile

Les festivités martiales du 14-Juillet ont vu défiler sur les Champs-Élysées quelques dizaines d'élèves de lycées militaires du Sénégal, de Madagascar, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Congo, du Bénin et du Gabon.

Il y a dix ans, des unités de l'armée malienne et de différents pays d'Afrique avaient défilé à Paris, devant François Hollande engagé dans une guerre au relent colonial au Mali. Depuis, le gouvernement français et son armée ont dû abandonner la Centrafrique, évacuer le Mali et le Burkina Faso. Mais en faisant défiler ces jeunes apprentis militaires venus d'Afrique, le message délivré par le gouvernement

français se veut clair : l'impérialisme français continuera de s'accrocher à son ancien pré carré et prépare l'avenir pour qu'il ne soit pas écarté du pillage du continent.

Une tribune du général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées françaises, publiée dans le *Le Figaro*, a enfoncé le clou : « Ces établissements d'excellence sont jumelés avec des lycées militaires français et

permettent aux jeunes générations de créer des amitiés pérennes fondées sur le dépassement de soi dans l'excellence académique. » Derrière ces mots ronflants il s'agit de former une complicité de criminels entre officiers français et africains sur le dos des populations. En clair, l'armée française – qui continue à se maintenir, de Djibouti au Gabon et en Côte d'Ivoire, au Tchad et au Niger – va couvrir et chouchouter de futurs officiers africains comme elle l'a toujours fait depuis la décolonisation, en espérant un retour sur investissement permettant une

collaboration efficace et loyale.

Ces « amitiés pérennes » seront d'ailleurs plus nombreuses car la nouvelle loi de programmation militaire votée par le Parlement prévoit de doubler, en les passant à 600, le nombre de jeunes apprentis officiers ou sous-officiers africains intégrés à des écoles militaires en France. Derrière les visages inoffensifs de ces adolescents africains en uniforme se dissimulait celui, hideux et sanglant, d'un impérialisme français qui ne veut pas lâcher ses positions en Afrique.

Boris Savin

fibrouge

Au pas et sous haute surveillance

Le ministre de l'Intérieur, Darmanin, a mobilisé 45 000 policiers et gendarmes les nuits du 13 et du 14 juillet afin de « prévenir tout incident ». Si rien n'est venu troubler le défilé des troupes et de leurs engins de destruction à grande échelle sur les Champs-Élysées, le gouvernement voulait aussi éviter toute protestation contre les violences policières.

Après l'interdiction, le samedi 8 juillet, de la manifestation prévue par le comité Adama Traoré, la justice a confirmé celle d'un nouveau rassemblement contre les violences policières le samedi 15 juillet.

« Silence dans les rangs », cela marche peut-être à l'armée, mais cela ne suffira pas à fermer la bouche de ceux qui veulent, à juste raison, dénoncer les violences policières.

Du Medef à la préfecture

Parmi les préfets promus le 14 juillet figure Thibault Lanxade, ancien vice-président du Medef, nommé préfet de l'Indre.

C'est un exemple de l'enchevêtrement profond entre l'appareil d'État et le patronat : fils d'un amiral, il est marié avec la fille de Caroline Cayeux, longtemps maire de droite de Beauvais et encore récemment ministre de Macron.

Après avoir mené une

carrière de cadre chez Shell, Lanxade a été PDG de Luminess, une entreprise de traitement des données de 1 800 salariés. Il siège également au conseil d'administration de l'Urssaf où il représente le Medef.

À la tête d'une entreprise ou d'une préfecture, de tels hommes poursuivent une même mission : servir les intérêts des capitalistes.

Pouyanné à nouveau épinglé

Parmi les 358 personnes qui ont reçu la Légion d'honneur le 14 juillet pour leur « investissement au service de l'intérêt général », selon la formule consacrée, le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, ne fait pas tâche.

Déjà chevalier de ladite Légion d'honneur, le voilà élevé au rang d'officier. Il faut dire qu'il est exemplaire dans le respect du seul code d'honneur commun à tous les capitalistes : engranger des milliards, sans aucune considération pour les conséquences humaines et environnementales de cette course aux profits.

Ils nous trompent, ils nous pompent

À l'heure des départs en vacances, le racket sur les carburants continue, malgré la baisse des prix du pétrole.

La marge des distributeurs est restée la même qu'en janvier, 10 centimes par litre en plus par rapport aux prix de 2021. Les

distributeurs renvoient la responsabilité sur les fournisseurs. La vérité, c'est que producteurs, raffineurs et distributeurs nous pompent !

La canicule, quelle canicule ?

Le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, a soulevé l'indignation de scientifiques en déclarant : « On a plutôt des températures assez normales pour un été ».

Ce représentant des lobbys de l'agroalimentaire entendait ainsi justifier la poursuite de la politique actuelle de subventions, qui profite aux plus grosses exploitations agricoles. Pour ces gens-là, la planète peut bien mourir tant que vivent les profits.

Loi d'urgence : des démolisseurs pas pressés de reconstruire

Alors que les compagnies d'assurance estiment à plus de 650 millions d'euros les dégâts causés par les émeutes, le gouvernement a lancé une loi dite d'urgence visant à simplifier les démarches administratives pour reconstruire les bâtiments publics détruits

Mais l'État ne versera pas un centime, laissant les communes se débrouiller avec ce qu'elles ont et attendre le bon vouloir des assureurs.

Le gouvernement Macron, tout comme ses prédécesseurs, n'a pas attendu les émeutes pour démolir à sa façon, et plus efficacement que les émeutiers, les services qu'il a à la population des quartiers populaires. Il n'est donc pas surprenant que sa « loi d'urgence » se borne à une simplification des démarches.

Quant aux sociétés d'assurance, qui se désolent devant le montant de la facture, il s'agit surtout pour elles de prévenir qu'elles feront le minimum et qu'il n'est pas question de rogner sur les profits de leurs actionnaires pour faire face aux dépenses.

Certains élus utilisent la situation pour faire la leçon à la population tout en la divisant, ajoutant encore une couche de démagogie dans le sillage du gouvernement. D'aucuns annoncent que les

festivités et les animations estivales sont annulées pour « payer les réparations ». Le maire de Saint-Gratien, dans le Val-d'Oise, va plus loin, avec un courrier adressé aux habitants du quartier touché par les violences, qui les incite à dénoncer les émeutiers, faute de quoi le dojo et le centre culturel ne seront pas reconstruits.

Le grand patronat, couvert d'aides et de subventions par l'État, est le premier responsable de l'exploitation, du chômage et de la progression de la misère dans les quartiers populaires. C'est à lui de payer les dégâts qu'il provoque, pas à la population d'en faire les frais.

Nadia Cantale

Le Blanc-Mesnil : démagogie sans complexe

Devant un public choisi de trois cents personnes, le sénateur Thierry Meignen, ancien maire du Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis, est venu en personne faire la leçon à la population.

S'il n'a pas eu un mot sur l'assassinat du jeune Nahel par un policier à Nanterre, il a traité les jeunes émeutiers de « poignée de connards et de racailles ». Il a annoncé, dans la foulée, que le bal et le feu d'artifice du 13 juillet seraient supprimés, ainsi que les activités d'été dans le parc de la ville. Il supprime donc la plage aménagée à destination des habitants, adultes comme enfants, qui ne partent pas en vacances, dans cette ville de 60 000 habitants où le taux de pauvreté atteint 32 %. Un gamin de la ville, déçu, a ainsi témoigné : « Tout le monde était sur la plage, il y avait la piscine. Je plongeais dedans, c'était trop bien. »

Le prétexte invoqué par Thierry Meignen est de réaliser des économies pour pouvoir « remettre en état les équipements touchés » et de ne « pas faire payer les dégâts aux contribuables ». Pourtant, et même si elles ne sont pas pressées de passer à la caisse, les assurances existent pour faire



face aux dépenses, dont une partie semble d'ailleurs largement surestimée. Mais tout est bon pour monter une partie de la population contre une autre !

Ce politicien qui dénonce, selon ses termes, des « scènes de violence inouïe » a, en tant que sénateur, voté contre l'augmentation du

smic à 1 500 euros et pour le recul de l'âge de la retraite à 64 ans. Il n'hésite donc pas, lui, à « brûler à petit feu » la vie quotidienne et l'espérance de vie de millions de travailleurs, en même temps qu'il gâche les vacances des habitants du Blanc-Mesnil les plus démunis.

Correspondant LO

Vacances d'été : pas pour tous

Un sondage de l'IFOP estime qu'entre 35 et 40 % de travailleurs ne partiront pas en vacances cet été, bien plus que l'année dernière.

Après des mois d'augmentation des prix, beaucoup n'ont pas réussi à économiser ce qui est nécessaire pour partir même quelques jours. D'autant plus que les prix du

carburant, du train, des locations de vacances, tout a augmenté.

Ce serait pourtant le minimum de pouvoir souffler un peu après des mois d'exploitation ou de recherche



À Lafrançaise dans le Tarn-et-Garonne, la piscine publique n'ouvrira pas cet été.

Canicule : les piscines à sec

Alors que la canicule fait des ravages dans toute l'Europe, tous cherchent à se rafraîchir, notamment en allant à la piscine.

Mais cet été, il sera encore plus difficile que le reste de l'année d'y aller, aussi bien dans les banlieues populaires que partout dans le pays.

En Seine-Saint-Denis, cet été, la piscine de Bobigny n'est ouverte, du mercredi au lundi, que de 13 h 30 à 19 h. Autre exemple au Blanc-Mesnil, la piscine n'ouvre que deux journées entières dans la semaine, sauf aux heures des repas, et le reste du temps, ce sont des demi-journées d'ouverture. Cela aggrave encore la situation dans ce département qui, avec 36 bassins pour 1,6 million d'habitants, se situe très en dessous de la moyenne nationale, avec quatre fois moins de mètres carrés de piscine par habitant. Durant l'année, cela représente l'obligation pour 72 groupes scolaires de trouver un créneau dans la même piscine pour apprendre à nager aux enfants !

La situation n'est pas meilleure dans certaines villes de province. À Descartes par exemple, commune d'Indre-et-Loire de 3 300 habitants, la piscine est fermée tout l'été, alors qu'elle était habituellement ouverte de mai à août et qu'elle accueillait près de 20 000 personnes. À ceux-là il ne reste que la baignade dans la Creuse, mais elle

n'est pas surveillée faute de personnel. Et, en effet, une autre conséquence dramatique de la pénurie de piscines ce sont évidemment les 1 000 noyades annuelles, dont la moitié en été.

Les raisons avancées par les municipalités sont multiples : il y a la hausse des prix de l'énergie, et déjà cet automne on avait assisté à la fermeture d'une trentaine de piscines dans le Val-de-Marne, la société gérante Vert marine se refusant à payer la facture faute de subventions.

Une autre raison est la pénurie de maîtres-nageurs : il en manquerait 5 000, les bas salaires et les horaires contraignants n'attirant pas beaucoup de candidats. S'y ajoutent les travaux de réfection d'établissements parfois très vieux, 100 000 équipements ayant au moins 40 ans, dont 62 % des piscines publiques. À cela s'ajoutent cet été les arrêtés de restriction d'accès à l'eau.

Pendant que l'argent manque cruellement pour les piscines, il coule à flots pour les JO. Ainsi, le centre aquatique de Saint-Denis, construit pour les épreuves de natation, coûtera la bagatelle de 174 millions d'euros, soit le prix d'une douzaine de piscines municipales !

Cédric Duval

d'emploi. Les enfants aussi seront nombreux à passer tout l'été dans leur quartier, et les associations qui proposent de les emmener une journée au bord de la mer ou dans un parc d'attraction voient les demandes exploser.

Il a fallu la grève générale de juin 1936, avec

l'occupation des usines, pour imposer aux patrons de payer deux semaines de congés par an aux salariés. C'est ce qui sera nécessaire pour imposer que les salaires suffisent à vivre correctement, et qu'ils suivent les augmentations de prix.

Hélène Comte

Ukraine-Russie : une affaire de blé

La décision du Kremlin de ne pas renouveler l'accord de la mer Noire sur les exportations de céréales et d'oléagineux, accord signé il y a un an sous l'égide de l'ONU et de la Turquie, est un nouvel épisode de la guerre russo-ukrainienne.

Aussitôt, la Commission européenne a qualifié de « cynique » cette décision, elle est « inadmissible » pour Washington, Paris y voit « un chantage ». Et tout le monde des pays riches, ceux qui dominent la planète, de s'indigner que la Russie étrangle l'Ukraine en la privant des 12 à 15 % de PIB que lui procurent ses exportations céréalières. En outre, clament-ils, la Russie veut affamer les pays pauvres qu'ils disent « en voie de développement ».

Comme à chaque fois

que les grandes puissances font étalage de grands sentiments, il faut chercher l'entourloupe. Ainsi, la Russie proteste que la partie de l'accord, censée lui permettre d'exporter ses engrais et céréales par la mer Noire, n'a pas fonctionné. Cela comporte sans doute une part de vérité, à l'heure des sanctions économiques occidentales contre la Russie. Et quand l'Union européenne prétend que 40 % des exportations agricoles russo-ukrainiennes allaient

à des pays qui en ont un besoin urgent pour leur survie, c'est un gros mensonge.

Il sert à masquer le fait que, et le chef économiste des Chambres d'agriculture de France l'a confirmé sur FranceInfo, seuls 3 % de ces exportations sont allés à des pays pauvres, africains en particulier. En revanche, la Chine et la Turquie en ont été les principales bénéficiaires pour le blé, l'Espagne et l'Italie pour ce qui concerne le maïs. Et n'oublions pas la fronde récente des pays de l'est de l'Union européenne, secoués par les protestations de leurs paysans, furieux de voir que le blé ukrainien, produit à très bas coût, les jetait littéralement sur la



paille car, au lieu de transiter par ces pays, il y était en partie vendu.

Car cette question n'oppose pas seulement des pays entre eux, mais des classes aux intérêts opposés. Le blé et le maïs ukrainiens sont produits par des paysans très mal payés, mais le bénéfice en revient aux propriétaires de la terre, aux sociétés occidentales qui en louent de très vastes étendues à bas prix, aux firmes de courtage agricole, aux spéculateurs qui font la pluie et le beau temps à la Bourse mondiale des productions agricoles à

Chicago. D'ailleurs, dès la fin de l'accord annoncée, les cours du blé ont augmenté de 4,2 % et ceux du maïs de 2,5 %. Et tout ce petit monde d'annoncer que les prix alimentaires mondiaux vont encore s'envoler.

La guerre, agricole et commerciale, autour de l'Ukraine fera ainsi des millions de nouvelles victimes parmi des peuples du globe qui n'en ont jamais entendu parler, tout en faisant les affaires de la grande bourgeoisie, dont les capitalistes de l'agro-business mondial.

Pierre Laffitte

“Très, très difficile contre-offensive”

Zelensky vient de qualifier la contre-offensive de son armée de « très, très difficile ». Quant aux communiqués de son état-major, ils ne mentionnent que quelques kilomètres carrés repris aux forces russes depuis mai.

Ce constat des autorités civiles et militaires ukrainiennes ne doit sans doute pas grand-chose à un souci soudain de franchise de leur part. Elles savent bien que leurs parrains occidentaux, renseignés par leurs conseillers militaires sur place, leurs satellites-espions, voire de simples drones, n'ignorent rien de la situation réelle. Celle, non seulement d'un relatif manque de munitions, voire d'équipements dont l'armée ukrainienne puisse et sache se servir, mais aussi

d'un manque de motivation à risquer sa vie au front dans une partie importante de la population.

Fait nouveau, ce sont les autorités ukrainiennes qui le disent. Ainsi, il y a quelques jours, c'est le chef du Bureau d'enrôlement militaire (BEM) de Lviv, chef-lieu de l'ouest nationaliste, qui a déclaré aux médias locaux que dans la région, seuls 20 % des mobilisables se présentent d'eux-mêmes. Les autres, quatre sur cinq donc, il faut les « ramasser » dans la rue.

Selon lui, si les BEM renonçaient à ces « raids » de rue, « la mobilisation pourrait être compromise ».

À Tchernihiv, grande ville du nord de l'Ukraine, les employés du BEM sont désormais équipés de caméras corporelles, afin d'enregistrer qu'ils remettent bien les convocations militaires à ceux qui cherchent à passer au travers des mailles du filet. Il y a quelques semaines, cette région avait décidé que les hommes en âge de porter les armes devaient se présenter aux autorités sans attendre d'être convoqués : visiblement cela n'a guère eu d'effet.

À Odessa, un port de plus d'un million d'habitants, des fonctionnaires ont signalé au média en ligne Strana qu'il y a plus de cas de mobilisation forcée dans leur ville. Le même média cite un membre de la commission de la Rada suprême (le Parlement) chargée de la Défense qui a commenté les cas de « mobilisation violente » de plus en plus souvent diffusés sur le Net. Parlant de « violations des droits de l'homme, de passage à tabac » de récalcitrants, ce monsieur, pour dédouaner la caste des officiers, accuse les conscrits de « provoquer délibérément de telles situations dans la plupart des cas ».

Des cas, on le voit, de plus en plus nombreux et reconnus tels.

P.L.

Cachons ce qui ferait mauvais genre

Le jour où le président ukrainien Zelensky était reçu au sommet de l'OTAN en Lituanie, un pays voisin, la Pologne, célébrait de façon grandiose le 80^e anniversaire d'un événement d'ampleur concernant l'Ukraine, que médias et dirigeants occidentaux ont préféré passer sous silence.

Pourtant, mais cela fait partie du prix à payer pour le soutien de la Pologne à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, Zelensky avait rejoint son homologue polonais Duda dans la cathédrale de Loutsk pour commémorer ce que l'on appelle les massacres de Volhynie.

En effet, chaque année le 11 juillet, Varsovie commémore les massacres perpétrés de 1943 à 1945 par les nationalistes ukrainiens, supplétifs de l'armée allemande, qui ont fait une centaine de milliers de victimes polonaises dans l'ouest de l'Ukraine, où se côtoyaient une demi-douzaine de nationalités. Bien qu'on en parle encore moins, les mêmes y avaient aussi assassiné deux fois plus de Juifs et des dizaines de milliers de Russes et de communistes.

Or, les gouvernants pro-occidentaux installés à

Kiev depuis 2014 encensent ces partisans de la pureté ethnique du pays et ont même sacré héros national leur chef et idéologue Stepan Bandera, qui se disait nazi dès 1939.

Un quotidien polonais, *Rzeczpospolita*, a comparé les massacres de Volhynie à un « Boutcha géant », en référence à la tuerie de civils qu'y perpétra l'armée russe en 2022, ce que l'Occident qualifie de crime contre l'humanité. Mais les États et médias occidentaux se gardent de pointer les sanglants faits d'armes des tueurs de Bandera. Et pour cause : ce nationaliste génocidaire est le héros d'un régime forcément respectable puisque armé et soutenu de multiples façons par les États-Unis et leurs alliés, dont la France, dans leur guerre par procuration contre la Russie.

P.L.



À Lviv : « Les héros ne meurent pas », prétend une propagande qui ne convainc guère.

UE-Tunisie : un accord signé avec le sang des migrants

La Commission européenne vient d'accorder au président tunisien Kaïs Saïed un financement de 105 millions d'euros pour « la gestion des frontières, la lutte contre la contrebande, le retour et la résolution des causes profondes ».

Cela représente un doublement des moyens accordés à l'État tunisien pour jouer les gendarmes contre les migrants qui tentent de rejoindre l'Europe. Quelques jours avant la signature, la police tunisienne abandonnait dans le désert des dizaines

de migrants originaires d'Afrique subsaharienne, dont certains ont été retrouvés morts. Cela n'a pas freiné Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, venue signer l'accord avec la Tunisie, accompagnée de Meloni, Première ministre

italienne, et de son homologue hollandais Rutte. La France, pas en reste, avait déjà promis 25,8 millions d'euros le 19 juin pour « acquérir des équipements nécessaires et organiser les formations utiles, notamment des policiers et gardes-frontières tunisiens ».

L'UE sous-traite la chasse aux migrants à des pays extérieurs, comme elle l'a fait depuis 2016 avec la Libye. Dans ce pays, cela s'est traduit par la création de camps de détention, la torture, du travail forcé, des abandons dans le

désert.

La population tunisienne de son côté souffre de pénuries alimentaires à répétition depuis que le FMI a suspendu son aide financière en octobre 2022. Les produits de base, dont les prix sont subventionnés par l'État, sont très fréquemment absents des étals. Pour reprendre ses versements, en retard de plusieurs milliards, le FMI demande notamment la suppression de ces prix subventionnés.

L'UE se sert de cette situation économique

catastrophique pour se livrer à un chantage cynique : le plan anti-migrants en échange du déblocage d'une aide supplémentaire de 150 millions d'euros, sans attendre l'accord du FMI.

Migrants morts dans le désert ou dans la Méditerranée, population tunisienne à qui on impose des privations, tous sont victimes de la même dictature : celle des dirigeants des grandes puissances impérialistes et de leurs complices locaux.

Lucas Pizet



Sfax, le 26 avril. Des migrants arrêtés par les gardes-côtes tunisiens.

Commission européenne : le lobby du capital

La nomination de Fiona Scott Morton par la Commission européenne, comme cheffe économiste à la Direction générale de la concurrence, a été aussitôt contestée par le gouvernement français, qui en a demandé l'annulation, ainsi que par les chefs des quatre principaux groupes du Parlement européen.

Devant le tollé provoqué dans le monde politique, Fiona Scott Morton, a finalement renoncé à ce poste. Ancienne consultante auprès de grands groupes comme Amazon et Apple, elle se serait retrouvée à la tête d'une institution censée réguler la concurrence dans le secteur du numérique, qui a poursuivi ces dernières années les Gafam pour abus de position dominante et pour des impôts non payés.

Mais les politiciens qui dénonçaient ce « conflit d'intérêt » n'ignoraient pas que les responsables politiques, les membres de la haute administration, au sein des institutions européennes mais tout autant au sein de celles des États nationaux, sont tous liés aux grandes entreprises

et aux multinationales par mille liens. La récente décision de l'autorité européenne au sujet du glyphosate, qui ne poserait prétendument pas de problème de santé, semble directement inspirée par les firmes de l'agrochimie. Le gouvernement et l'administration français entretiennent les mêmes liens avec la grande bourgeoisie, à commencer par Macron lui-même, qui a fait carrière dans la banque Rothschild, ou Elisabeth Borne, qui a été une cadre dirigeante chez Eiffage.

Que les lobbyistes soient français, européens ou américains, cela ne changera rien à la vie des travailleurs. Ils servent tous le grand capital.

Hélène Comte

Migrants : les gouvernements européens contre les humanitaires

Depuis le 11 juillet, les autorités italiennes retiennent l'*Ocean Viking* au port de Civitavecchia, près de Rome où il avait accosté pour déposer 57 migrants qu'il venait de sauver d'une noyade assurée.

Le navire de l'association SOS Méditerranée secourt des réfugiés en danger de mort en pleine mer et le gouvernement italien d'extrême droite de Giorgia Meloni cherche par tous les moyens à l'en empêcher. Le motif cette fois ne manque de cynisme. Une inspection diligente par l'État aurait dévoilé des « problèmes concernant les radeaux de survie » du

bateau... Malgré la protestation hypocrite du Parlement européen, dont les députés ont fait semblant de s'interroger sur le « respect du droit international par certains pays », le gouvernement italien bénéficie de la complicité de l'Union européenne.

Quatre jours plus tôt, le 7 juillet, des gardes-côtes libyens avaient tiré en l'air pour tenter d'empêcher

l'*Ocean Viking* de secourir des migrants. Ce n'est pas la première fois qu'ils le font, à balles réelles, en visant même des migrants comme l'ont montré diverses vidéos rendues publiques. Ces criminels déguisés en gardes-côtes sont directement financés par l'Italie, depuis un accord en février 2017, mais aussi par l'UE, qui depuis 2020 fournit même des bateaux et « forme » les équipages de garde-côtes.

Depuis 2017, des milliers de migrants ont été détenus arbitrairement en Libye, torturés et même réduits en esclavage. Depuis cette date, 15 000 personnes sont mortes en Méditerranée d'après les humanitaires, faute d'avoir été secourues. L'Unicef vient d'ajouter à l'horreur en dévoilant que, depuis le début de l'année, 289 enfants sont morts noyés. Un bilan dont la responsabilité incombe aux dirigeants des pays européens et pas seulement à ceux d'extrême droite.

Antoine Ferrer



L'*Ocean Viking* retenu à quai.

CLAIRE JUCHAT SOS MÉDITERRANÉE DR

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 233 (juillet-août 2023)

- Après six mois de mobilisation contre la réforme des retraites
- L'UE fragilisée par la guerre en Ukraine
- Allemagne : les effets de la guerre en Ukraine
- Les grèves en Grande-Bretagne
- Le chlorodécone en Martinique et en Guadeloupe
- Friedrich Engels, les sociétés préhistoriques et l'oppression des femmes

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.



Électricité : d'une hausse à l'autre

Le gouvernement a décidé d'augmenter le tarif régulé de l'électricité de 10% au 1^{er} août. Cette amputation du budget des familles laborieuses de 160 euros supplémentaires par an en moyenne est une étape de la disparition programmée du bien mal nommé « bouclier tarifaire ».

Selon Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, ces étapes sont calculées pour « ne pas inquiéter », c'est-à-dire pour saigner les ménages en espérant éviter une révolte. La petite musique gouvernementale ajoute même que cela pourrait être pire puisque la Commission de régulation de l'énergie parle d'une hausse de 74,5%. Les ménages devraient donc s'estimer heureux de n'avoir

subi que 4% de hausse l'an dernier, puis 15% en début d'année, et à présent encore 10%. Ce qui, cumulé, fait déjà une augmentation de 31,5% du prix de l'électricité, amenant la facture à plus de 1800 euros par an en moyenne, soit l'équivalent d'un mois de salaire pour beaucoup de travailleurs.

Pourtant, les prix de gros de l'électricité oscillent actuellement entre 70 et 150

euros le mégawatt/heure, au lieu de 500 euros il y a un an. Mais, les capitalistes, quel que soit leur secteur d'activité, répercutent aux consommateurs les hausses bien plus vite que les baisses.

Pour les millions de ménages, la hausse de l'électricité signifie moins se chauffer l'hiver, risquer les coupures pour impayé et se retrouver en permanence à devoir « choisir » de quoi priver ses proches. Laisser l'économie aux mains des capitalistes n'apporte que la ruine aux familles ouvrières.

Lucien Déroit

Combrexelle : les présidents changent, l'appareil d'État reste

Lundi 17 juillet, la Première ministre Elisabeth Borne a annoncé la nomination du son nouveau directeur de cabinet, Jean-Denis Combrexelle.

Sa carrière est typique de ces hommes et femmes qui composent l'appareil d'État de la bourgeoisie et, sans être élus, en assurent la continuité par-delà les péripéties politiciennes.

Après être passé au Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative, il a rejoint à partir de 1999 les ministères, où les responsables dits administratifs dirigent bien souvent plus, voire à la place des ministres, la politique générale de l'État dans leur domaine d'affectation. À partir de 2001, il exercera « ses talents » au sein du

ministère du Travail.

Sarkozy l'avait sélectionné en connaissance de cause, car c'est lui qui avait inspiré le CPE, promulgué par Chirac, puis annulé suite aux manifestations massives qu'il avait provoquées. C'est Combrexelle qui décidait, lors des conflits sociaux, quel délégué forte tête devait être licencié ou pas. Mais surtout c'est lui qui était en poste lors de la réforme des retraites promulguée en 2010, et qui a commencé à vouloir détricoter le Code du travail. Cette action a pris sa pleine puissance sous Hollande,

qui l'a confirmé dans ses fonctions. Combrexelle a pu ainsi se faire le maître d'œuvre des lois El Khomri, qui ont réduit les droits des travailleurs de contester la politique des patrons. C'est donc logiquement qu'il a été nommé directeur de cabinet de la Première ministre, après avoir été celui du ministre de la Justice.

La bourgeoisie possède des milliers d'hommes et de femmes qui constituent le personnel de son appareil d'État. Et c'est cet appareil, absolument irréfutable, qu'il faudra bien mettre à plat et détruire, si le monde du travail veut faire prévaloir ses intérêts.

Paul Sorel



Livret A : un cadeau pour les banques

La rémunération du livret A sera maintenue à son taux actuel de 3%, bien inférieur à l'augmentation des prix, estimée par l'Insee autour de 5% sur un an.

Ainsi, l'argent déposé sur le livret A va continuer à voir sa valeur fondre comme neige au soleil. Il s'agit d'une décision d'autant plus assumée que ce taux était jusqu'alors, en principe, déterminé par une formule mathématique. Il devrait être aujourd'hui de 4,1%, un taux en-dessous de l'inflation mais encore trop élevé pour le gouvernement. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, affirme sans rire qu'il s'agit d'une « bonne nouvelle », au nom de « l'intérêt économique national » sous prétexte qu'une partie de l'argent collecté par ce livret sert à construire des logements sociaux.

Les véritables bénéficiaires de cette mesure ne seront pas les locataires des HLM, mais les banques qui gèrent ce livret. Alors qu'elles doivent aujourd'hui payer 4% d'intérêt pour

se refinancer auprès de la Banque centrale européenne, elles continueront à payer seulement 3% pour que quelque 55 millions de personnes, dont une bonne part de travailleurs, leur « prêtent » leur épargne sans avoir guère d'autre choix.

Les banques ne rémunèrent d'ailleurs que 40% des sommes déposées dont la gestion leur est laissée. Celles-ci constituent pour elles un pactole avec lequel elles peuvent prêter au taux qu'elles décident, et spéculer à leur guise.

Le reste des dépôts, transférés à la Caisse des dépôts et consignations, rapporte quand même aux banques : elles touchent une commission proportionnelle à leur montant, soit la bagatelle de plus d'un milliard d'euros, afin de les dédommager des quelques clics nécessaires au transfert!

Julien Bisson



Nos lecteurs écrivent

Non à l'embrigadement de la jeunesse !

Début juillet, ma fille a fait sa journée défense et citoyenneté (JDC), obligatoire pour chaque jeune à partir de 16 ans. Voici ce qu'elle m'a raconté de sa journée :

Au départ, on a eu droit à un petit laïus encore pas trop méchant sur le beau pays qu'est la France, l'égalité homme-femme qui est garantie, le droit de manifester qui est respecté,

la justice qui est la même pour tous, l'État qui est là pour les citoyens et dépense le plus pour l'éducation... et bien sûr la police et la gendarmerie qui sont là pour aider, alors « il ne faut pas écouter ceux qui critiquent ».

Cela ça s'est corsé l'après-midi avec l'évocation des gilets jaunes. En gros, ceux-là n'avaient fait que des choses horribles,

notamment lorsqu'ils ont dégradé l'Arc de Triomphe. Ensuite, on arrive sur l'affaire Nahel : selon le gendarme instructeur, le collègue (tueur de Nahel donc) n'a rien à se reprocher, n'a fait que son travail, et a agi en état de légitime défense. Et d'ajouter (comme si ça justifiait tout) que Nahel a sans doute grillé quelques feux rouges avant la vidéo. Le gendarme a terminé en

disant : « De toute façon aujourd'hui tout est politisé et on ne peut plus rien faire. Quand on arrête des jeunes, ils sont ensuite relâchés par la justice et ils viennent nous faire des doigts d'honneur, ce qui est intolérable. »

Donc à la JDC, on apprend que pour police et gendarmerie, il est normal de tuer un jeune parce qu'il a grillé des feux rouges et qu'en plus s'il avait été

simplement arrêté, il serait ensuite peut-être revenu leur faire des doigts d'honneur.

Ma fille est revenue très en colère de cette journée, elle est d'ailleurs intervenue pour dénoncer tous ces mensonges. Mais au moins, cela l'a confortée dans l'idée qu'il ne faut pas avoir d'illusions dans l'armée et la police...

Une lectrice de Vendée

Hôpital La Pitié-Salpêtrière - Paris : **crise** en **Cardiologie**

Le bâtiment de l'Institut de cardiologie, situé dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, a été construit en 2002. Il comprend deux parties : la Cardiologie et la Chirurgie cardiaque.

En Cardiologie, on retrouve les consultations, l'hôpital de semaine, la rythmologie, l'unité de cardiologie aiguë, l'unité de soins intensifs, les urgences cardiaques et la réanimation médicale. En Chirurgie cardiaque se trouvent les consultations, l'hôpital de jour, la coordination, l'hospitalisation, les soins intensifs et la réanimation.

Depuis plusieurs années, le personnel soignant n'est pas remplacé lorsqu'il part en retraite ou change de service, et ceux qui restent arrivent la boule au ventre du fait de la charge énorme de travail et de l'intensité du rythme imposé.

Le matériel manque aussi : pas assez de protections à la bonne taille, pas assez de draps pour changer la literie tous les jours, pas de matériel moderne pour effectuer les prises de

sang. Le matériel informatique tombe très souvent en panne car lui aussi est désuet.

Du fait du gel du point d'indice par le ministère pendant plusieurs années, les salaires sont insuffisants et cela n'encourage pas des salariés débordés de travail à rester. Les départs s'accroissent ces derniers temps. En refusant d'embaucher et de former, la direction a créé la situation de crise de l'Institut de cardiologie, déserté par les patients, ce qui aboutit à la fermeture de plus en plus de lits. Ainsi, on compte 38 à 42 lits en moins. L'été aggrave cette situation : l'hôpital de semaine ferme ses 16 lits, l'unité de cardiologie aiguë en perd 8 sur 24 et les soins intensifs 6 sur 24. Enfin, en rythmologie, 8 à 12 lits sont déjà fermés depuis un mois.

En Chirurgie cardiaque,



GOOGLE MAPS.JPG

16 lits de l'unité sud, fermés en hospitalisation depuis deux ans, n'ont pas été ouverts depuis. L'aile encore ouverte compte 24 lits, ce qui représente 9 à 10 patients par infirmier. Actuellement, il y a un seul infirmier habitué et des travailleurs intérimaires que la direction ne forme pas aux spécificités du service, ce qui engendre du stress lors de la prise en charge des patients.

Un hôtel hospitalier de six chambres maximum a été mis en place pour

remplacer l'aile d'hospitalisation fermée, avec une seule aide-soignante détachée pour l'hôtellerie. Le personnel doit se charger de lever les patients à 6 heures, de leur mettre un bracelet d'identification, de leur faire prendre la douche préopératoire. Enfin, les Soins intensifs ont fermé définitivement fin juin 2023, faute de personnel, notamment la nuit.

Le personnel se demande où vont aller les futurs patients qui nécessitent une prise en charge de soins

intensifs. Dans un autre service de l'hôpital ou carrément dans un autre hôpital ? La direction s'en lave les mains et c'est au personnel soignant de trouver une solution de remplacement.

Beaucoup d'hospitaliers sont écœurés de cette situation et se posent des questions sur leur avenir. Ils voient bien que l'argent public est distribué ailleurs, dans l'armement ou les JO par exemple, et que la santé n'est pas une priorité pour les dirigeants.

Correspondant LO

Hôpital La Croix-Rousse - Lyon : **des méthodes de managers**

Pour répondre à la pénurie de personnel, la direction des Hospices civils de Lyon cherche par tous les moyens à imposer les amplitudes horaires en douze heures, avec alternance jour-nuit. Cette organisation lui permet de réduire les effectifs et de simplifier sa gestion des ressources humaines.

Pour y parvenir, la direction utilise des méthodes dignes des entreprises du commerce ou de l'industrie. À l'hôpital de la Croix-Rousse, la direction locale a choisi le service des maladies infectieuses et tropicales, composé d'un personnel combattif mais épuisé par la charge de travail, pour passer à l'offensive. Elle comptait sur le fait qu'une partie du personnel souhaite, moins par réel choix que par dépit, passer en douze heures mais sans alternance jour-nuit.

En effet, avec des plannings en 7h50, les travailleurs paramédicaux ont l'impression d'être tous les jours au travail. Ils enchaînent par exemple quatre jours travaillés, un seul repos puis à nouveau quatre jours travaillés. Ils

accumulent les heures supplémentaires non payées, parfois 1h30 à 2 heures par jour. Les trajets en voiture sont coûteux en raison de l'augmentation du prix de l'essence et les horaires décalés ne permettent pas de prendre les transports en commun. Entre ces conditions et celles induites par les douze heures, c'est le choix entre la peste et le choléra.

Pour faire passer un service en douze heures, la direction doit légalement obtenir 80 % des votes de l'ensemble du personnel. Pour l'obtenir, elle a alterné chantages et manœuvres. Elle a proposé des plannings de travail sur des trames de douze heures sans alternance jour-nuit. Elle a exclu du vote les hospitaliers en longs arrêts maladie et ceux

qui envisagent de changer de service. À l'inverse, elle a fait voter des membres du personnel en cours de recrutement. Des cadres supérieurs ont menacé d'exclusion du service ceux qui ne voteraient pas bien.

Malgré toutes les manœuvres, suite à une campagne des plus lucides dans le service, les 80 % n'ont pas été obtenus. C'était une victoire morale, même si le retour de flamme ne s'est pas fait attendre. La semaine suivante, la direction a annoncé qu'elle ouvrirait fin septembre deux services, un en douze heures et l'autre en 7h50, chacun devant se positionner avant le 31 juillet.

La direction espère diviser l'équipe pour s'asseoir sur le vote. Rien ne dit qu'elle y parviendra. Elle a surtout fait la démonstration qu'elle méprise le personnel, qu'elle n'envisage aucune embauche, ni amélioration des conditions de travail, ni hausse des salaires ou titularisation rapide des précaires.

Elle rend moins crédible que jamais ses plaintes sur ses difficultés à recruter. Avec ce passage en douze heures, elle vise à réduire encore les effectifs, à rentabiliser les lits ouverts au détriment des

conditions de vie et de santé des hospitaliers et sur les besoins en soins de la population. L'empêcher de nuire sera salubre pour tout le monde.

Correspondant LO

SNCF : toujours plus cher

Alors que les prix des billets de train battent déjà tous les records, la SNCF vient d'en remettre une couche en annonçant le relèvement de 10 euros, à partir de la fin du mois d'août, des plafonds du prix des billets pour les détenteurs d'une carte Avantage.

L'entreprise tente de se défendre en affirmant qu'il ne s'agit cette fois encore que d'une hausse de 5% en moyenne. Mais pour les trajets les plus courts, les billets, plafonnés jusque-là à 39 euros, pourront à présent coûter 49 euros, ce qui représente tout de même une hausse de 26%! Quant à

traverser le pays en train, même en ayant acheté la carte, le plafond sera relevé à 89 euros l'aller, soit, en comptant le prix de la carte, 227 euros l'aller-retour! Voilà ce que la SNCF appelle un bouclier tarifaire.

Mais tout cela n'empêchera pas qu'on explique aux travailleurs qui, pour quelques jours de vacances, auront préféré prendre la voiture plutôt que de payer de tels billets devenus inabordable, que c'est à cause d'eux que l'atmosphère est polluée et la Terre trop chaude.

Julien Bisson

Stellantis – Mulhouse : une exploitation toujours plus dure

La plus grande partie de l'usine va fermer ses portes pendant les congés estivaux. Cet été, encore plus que les précédents, les travailleurs terminent l'année sur les rotules. Des ateliers aux bureaux, c'est un ras-le-bol général.

À Mulhouse comme sur les autres sites du groupe, les cadences de travail sont infernales car tous les secteurs sont en sous-effectif. Depuis dix ans, il y a en moyenne 200 salariés en moins chaque année, alors que les vitesses de ligne ont été augmentées. Les profits augmentent en parallèle : au premier trimestre 2023, Stellantis a annoncé un chiffre d'affaires net en augmentation de 14%, à 47,2 milliards.

Même quand la direction du site se vante dans les médias de l'attribution d'un nouveau véhicule ou de nouvelles pièces à produire, comme les carters pour voitures électriques, les effectifs continuent à

baisser. Il y a actuellement un roulement de plus de 1500 intérimaires. Chacun d'entre eux remplace des intérimaires arrivés en fin de mission, licenciés, ou démissionnaires parce que le travail est trop dur ou du fait des pressions de la hiérarchie. Ils sont pour la plupart jeunes, vivent dans les quartiers populaires ou dans des foyers pour jeunes travailleurs ou immigrés. Ils sont français, originaires des îles ou des anciennes colonies françaises, réfugiés du Soudan, d'Afghanistan, de Syrie ou d'Ukraine.

La majorité d'entre eux souhaiteraient se faire embaucher, non parce que le travail leur plaît, mais



LAURENT LACOSTE ARGUS

pour avoir un salaire tous les mois. Avoir un contrat à durée indéterminée, c'est un peu échapper à la précarité et avoir une vie plus stable. Mais, même avec un CDI, les salaires ne suffisent pas pour vivre. Et surtout, embauché ou pas, personne n'échappe à l'exploitation.

Celle-ci s'intensifie avec les fortes chaleurs. Ignorant les préconisations sanitaires, la direction du site refuse d'accorder une pause par heure, alors que sous les tôles des ateliers,

devant les fours et les machines, les températures sont insupportables et que cet été, comme d'habitude, les heures supplémentaires obligatoires allongent le temps de travail. Pour se désaltérer il faut parfois attendre la pause, parce qu'il n'y a pas de point d'eau à proximité, ou que l'on n'arrive pas à se faire remplacer sur la chaîne.

Pour les jeunes, qu'ils soient embauchés ou non, l'usine est une école de l'exploitation. Mais dans un

passé pas si lointain, pendant la grève de 1989, c'était l'école de la lutte. Les travailleurs s'étaient alors fait respecter, les jeunes manifestant pendant plusieurs semaines, au côté des plus anciens, pour obtenir des augmentations de salaire. Les anciens d'aujourd'hui sont les jeunes d'hier et, même si le souvenir des luttes précédentes n'ont pas toujours été transmis, les raisons de lutter demeurent bel et bien aujourd'hui.

Correspondant LO

Stellantis – Douvrin : fermeture et promesses bidon

Dans le Pas-de-Calais, Stellantis accélère la fermeture de l'usine de production de moteurs thermiques de Douvrin (ex-Française de Mécanique). À la place d'anciens bâtiments, il y a maintenant la Gigafactory d'ACC (une alliance entre Stellantis, TotalEnergies et Mercedes), une usine de production de batteries pour voitures électriques, inaugurée en grande pompe fin mai.

Les médias avaient complaisamment relayé les annonces de la direction concernant les promesses d'emplois, mais la réalité est tout autre. Après des années de diminution progressive pendant lesquelles le nombre de travailleurs

est passé de 6000 à 1200, la saignée s'accélère, et plusieurs centaines d'emplois vont encore être supprimés.

Depuis des années, c'est mensonge sur mensonge : l'usine ne devait pas fermer, on devait avoir un nouveau moteur, tout le monde

aurait une place à ACC... En fait, la direction va fermer l'usine et, en attendant, elle aggrave encore les conditions de travail pour accroître ses profits.

Certains travailleurs partent en formation vers ACC du jour au lendemain. À beaucoup, elle demande de passer des tests et des entretiens d'embauche, comme si, après des années, voire des dizaines d'années, à produire des moteurs, ils avaient encore besoin de prouver leurs compétences. C'est le parcours du combattant et, malgré tout

ce cinéma, plusieurs ont déjà été refusés sous des prétextes bidon. Tout ça pour aller travailler dans une usine classée Seveso et perdre plus de 20% de ses revenus annuels.

Et pour tous ceux qui ne veulent pas aller à ACC, c'est le flou.

Depuis des dizaines d'années, les politiciens, tous bords confondus, ont offert des subventions à Peugeot, sous prétexte d'aider l'emploi à la Française de Mécanique. Aujourd'hui c'est la Gigafactory que les pouvoirs publics

subventionnent aux frais des contribuables, avec plus d'un milliard d'euros, sous prétexte de transition énergétique. En fait, ils protègent le patron licencier, et ils sont main dans la main avec lui pour faire passer la pilule des destructions d'emplois.

La seule politique qui vaille pour les travailleurs, c'est de s'organiser pour s'opposer aux patrons, pour ne pas les laisser faire ce qu'ils veulent avec la peau des travailleurs.

Correspondant LO

Tavares et Le Maire son serviteur

Au nom de la «relocalisation verte», Bruno Le Maire demande à Carlos Tavares, PDG de Stellantis, de rapatrier en France la production de la e-208. La production de ce modèle électrique vient de démarrer à Saragosse en Espagne, tandis que les modèles thermique et hybride sont produits à

Kenitra au Maroc.

Le ministre fait mine d'interpeller publiquement le PDG : «Je souhaite qu'il relève ce défi de produire de petits véhicules électriques en France.» Il laisse entendre que cela ne serait qu'un juste retour d'ascenseur puisque l'État est venu au secours de PSA (qui a été fusionné

avec Fiat et Chrysler pour former Stellantis) en 2013 et que le constructeur a profité de 300 millions d'euros d'aides à l'activité partielle au moment de la crise Covid.

Mais Tavares n'en a cure. Il invoque la «brutalité du marché automobile» et «la réalité de la structure des coûts du monde

occidental, inadaptée pour se mesurer aux constructeurs chinois». Pour Tavares, pour la famille Peugeot et les autres actionnaires, l'État est là pour arroser les capitalistes, imposer des réformes brutales aux travailleurs pour baisser les coûts, et veiller à ce que les salaires n'augmentent pas trop. Les

capitalistes et eux seuls décident où ils produisent leurs marchandises, dans quelles conditions, à qui et à quel prix ils les vendent. Aux ministres de s'adapter et de trouver le baratin pour justifier auprès de la population les largesses de l'État envers la grande bourgeoisie.

Xavier Lachau

Limagrain – Ennezat: “il faut du blé pour les salariés”

Jeudi 13 juillet, les travailleurs de Limagrain, un semencier implanté en Limagne, dans le Puy-de-Dôme, se sont mis en grève à l'appel de la CGT.

Lors des négociations salariales, la direction ne propose que 2,5 % d'augmentation pour l'ensemble des ouvriers, avec un minimum de 50 euros mensuels, et 1,5 % en individuel. La plupart des salaires tournent autour de 2 000 euros brut.

Ce qui mobilise surtout les ouvriers, ce sont les conditions de travail qui se dégradent continuellement, à cause de la pression exercée par des chefs zélés. Un ouvrier des silos s'indigne: «Hier soir, à 21 h 30, le chef est venu me dire que je ne

partirais pas à 23 heures avec l'équipe, mais que je devrais rester jusqu'à une heure du matin.» Un autre travailleur explique: «Depuis un an, un nouveau moulin a été construit sur le site, pour en remplacer deux vétustes et éloignés, mais le boisseau de réception n'a pas été construit en rapport avec la capacité du moulin... Résultat, c'est nous qui devons courir d'un silo à l'autre à longueur de temps pour l'approvisionnement et, en plus, nous sommes astreints toute l'année au travail du samedi pour

remplir les objectifs avec ce nouveau moulin. Quand un collègue travaille le samedi, il récupère sa journée en semaine, et c'est un travailleur de moins sur l'équipe, et plus de travail pour ceux qui restent.»

Parallèlement, les risques d'accidents augmentent, comme le raconte un travailleur: «Pour monter en haut d'un boisseau, il nous faudrait une échelle car le plan incliné est dangereux, mais celle-ci coûte environ 8 000 euros; il faut croire que la vie d'un ouvrier coûte encore moins puisque rien ne bouge!» Quant aux ca- libreuses, des femmes qui



Rassemblement devant le site Limagrain d'Ennezat.

trient les grains de maïs, lentilles ou autres selon leur taille, elles sont contraintes de travailler en 3x8. Trier le jour ne serait soi-disant pas

suffisant!

La colère est grande, et elle ne fait que commencer à s'exprimer.

Correspondant LO

Lauak – Hasparren: justice patronale

En novembre 2020, Lauak, entreprise aéronautique sous-traitante d'Airbus et Boeing, dont l'usine principale se situe à Hasparren, dans les Pyrénées-Atlantiques, avait licencié 118 ouvriers sur un total de 838.

Le patron justifiait ces licenciements par la crainte que la crise du Covid-19 puisse réduire la production d'avions. Plusieurs travailleurs ont contesté la véracité du motif économique et qualifié ce plan

de sauvegarde de l'emploi (PSE) comme un plan social d'opportunité. À preuve, la réduction des effectifs n'avait pas encore été prononcée que déjà des heures supplémentaires étaient mises en place, et le recours

au travail intérimaire se généralisait par la suite. Plus encore, quelques mois à peine après ces licenciements, Lauak lançait un «recrutement participatif» promettant 500 à 1 000 euros aux employés qui lui trouveraient quelqu'un à embaucher.

Les Prud'hommes de Bayonne ont préféré ne pas se prononcer sur la cause réelle et sérieuse du motif

économique ayant donné lieu à licenciement, ils ont confié l'affaire à deux juges départiteurs professionnels. L'un a condamné l'employeur à payer pour ce motif, mais l'autre non. Ce verdict ouvertement pro-patronal étant un peu trop gros, un vice de forme dans la procédure de licenciement a tout de même permis une indemnisation. Au total, Lauak vient d'être condamné à payer plus

de 145 000 euros à quatre salariés.

Le patron de Lauak fait appel. Il est vrai que ce personnage, qui prétend que s'il n'y a pas de syndicat dans son entreprise c'est que tout le monde est heureux chez lui, a bien des raisons de penser que son poids économique pèse plus devant la justice que le sort de 118 licenciés.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal juillet 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| Destination | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 25 € | 50 € | 18 € |
| Outre-mer avion | 33 € | 65 € | 20 € |
| Reste du monde | 43 € | 85 € | 25 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Réchauffement climatique : une organisation sociale dans l'impasse

La canicule s'est abattue sur le sud de l'Europe et les records historiques de température sont une nouvelle fois battus : 47°C à Madrid, 48°C en Sardaigne, 43°C à Athènes.

Le 4 juillet a été le jour le plus chaud, celui où la température moyenne sur la planète a été la plus élevée depuis qu'on la relève. Ces températures illustrent l'accélération du réchauffement climatique. Les catastrophes qui en découlent, des canicules aux inondations dévastatrices, se voient tous les jours dans les médias.

La cause principale en est désormais reconnue par tous : l'activité industrielle et les transports relâchent

dans l'atmosphère des gaz dont l'accumulation transforme la planète en serre, voire, à terme, en cocotte-minute invivable. La conclusion s'impose d'elle-même, du moins elle s'imposerait si l'humanité était en situation de décider rationnellement de son destin : produire en fonction des seuls besoins définis par la population elle-même, utiliser les techniques et les énergies les moins polluantes, en prenant en compte les

conséquences à long terme.

Les puissants de ce monde continuent pourtant d'agir comme si de rien n'était : la production d'armes, en attendant leur utilisation massive, est florissante ; la production et la consommation d'énergies fossiles battent des records ; la voiture est toujours indispensable pour le déplacement de centaines de millions d'humains. La liste des exemples est infinie. Aussi divers soient-ils, ils ont une seule cause : la société est dirigée par les puissances du capital, uniquement guidées par la recherche du profit,

en concurrence mortelle les unes avec les autres et en guerre permanente contre les travailleurs du monde entier. Les États sont à leur service et ne feront rien pour les contraindre, et donc rien non plus de sérieux pour arrêter le changement climatique. La seule chose qu'ils savent faire, et à très grande échelle, c'est d'utiliser le réchauffement climatique et la transition énergétique comme prétextes pour arroser les capitalistes de subventions.

Enrayer le réchauffement exige de transformer toute la société et de la reconstruire

sur une autre base que la recherche du profit. Cette révolution est possible, car elle est en germe dans l'économie d'aujourd'hui. Quoi de plus collectif que le travail du prolétariat mondial, quoi de plus démocratique qu'un Internet qui serait aux mains des travailleurs, quoi de plus puissant que des exploités du monde entier, déjà mêlés par la mondialisation et les migrations, qui s'uniraient dans la lutte ? Si le changement climatique annonce l'orage, il doit être révolutionnaire.

Paul Galois

Mayotte : pénurie d'eau, poison social

La préfecture a annoncé que, dès le 17 juillet, les coupures d'eau vont s'intensifier. La moitié de la population subira des coupures d'eau régulières de 16h à 8h du matin.

À Mayotte, les gens quittent leur domicile à partir de 5h ou 6h du matin et ne rentrent pas avant 17h. Donc la préfecture a organisé les coupures d'eau de manière à ce que les foyers mahorais n'arrivent pas à faire leurs stocks. Dans les supermarchés, le nombre de packs d'eau par client est rationné.

La concurrence pour

l'accès à l'eau est source de graves conflits. Par précaution, les autorités sanitaires envisagent de mettre en place des rampes de distribution d'eau gratuite dans les bidonvilles. Ceux qui soufflent sur les braises de la xénophobie soulignent que l'eau sera gratuite pour les clandestins et payante pour ceux qui payent cher un robinet fermé. Encore

une occasion pour le gouvernement d'esquiver sa responsabilité en laissant les pauvres se diviser.

La question de l'eau à Mayotte ne date pas d'hier. Prendre des mesures pour un réseau correct de distribution comme pour des retenues collinaires n'est pas insurmontable sur le plan technique. Cela fait plus de vingt ans que le gouvernement promet des investissements et ne tient pas ses promesses. Les travailleurs mahorais doivent bien

se convaincre que rien ne changera tant qu'ils laisseront leur sort entre les mains

des bourgeois et de leurs laquais politiques.

Charlotte Dauphin



Des habitants de Mayotte obligés d'utiliser une eau non traitée.



Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière ont repris leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à fin août. Voici les prochaines étapes.

Bordeaux

Judi 20 juillet : Bordeaux
Vendredi 21 juillet : Bègles
Samedi 22 juillet : Bègles

Allier - Puy-de-Dôme

Judi 20 juillet : Riom
Vendredi 21 juillet :
Cournon-d'Auvergne



Samedi 22 juillet : Issoire/
Riom/Clermont-Ferrand

Alsace

Judi 20 juillet : Mulhouse
Vendredi 21 juillet :
Colmar/Ensisheim
Samedi 22 juillet :
Mulhouse

Champagne-sud

Judi 20 juillet :
Vitry-le-François
Vendredi 21 juillet :
Chaumont
Samedi 22 juillet :
Chaumont/Troyes

Languedoc

Judi 20 juillet :
Montpellier
Vendredi 21 juillet : Sète
Samedi 22 juillet :
Perpignan

Loire - Drôme

Judi 20 juillet :
Romans-sur-Isère

Vendredi 21 juillet :

Montélimar

Samedi 22 juillet : Valence

Loiret

Judi 20 juillet : Montargis
Vendredi 21 juillet :
Montargis
Samedi 22 juillet : Orléans

Bassin minier

Lensois

Lundi 24 juillet : Béthune
Mardi 25 juillet : Lens
Mercredi 26 juillet : Liévin
Judi 27 juillet : Avion
Vendredi 28 juillet :
Hénin-Beaumont
Samedi 29 juillet : Douai

Nord

Lundi 24 juillet : Onnaing
Mardi 25 juillet :
Saint-Saulve
Mercredi 26 juillet :
Bruay-sur-l'Escaut
Judi 27 juillet : Denain

Vendredi 28 juillet :

Maubeuge

Samedi 29 juillet :
Valenciennes

Saône-et-Loire

Lundi 24 juillet : Mâcon
Mardi 25 juillet :
Montceau-les-Mines
Mercredi 26 juillet :
Le Creusot
Judi 27 juillet : Autun
Vendredi 28 juillet :
Chalon-sur-Saône
Samedi 29 juillet :
Chalon-sur-Saône

Yvelines - Eure Eure-et-Loir

Lundi 24 juillet : Vernon
Mardi 25 juillet : Évreux
Mercredi 26 juillet :
Mantes-la-Jolie
Judi 27 juillet : Dreux
Vendredi 28 juillet :
Chartres
Samedi 29 juillet : Lucé